

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

La première assemblée de l'Organisation mondiale de la Santé clôtura ses réunions le 24 juillet dernier après une session d'un mois à Genève marquée par le même esprit de coopération qui avait caractérisé depuis ses débuts toutes les sessions de la Commission intérimaire de l'Organisation mondiale de la Santé. L'Organisation mondiale de la Santé a été l'une des rares parmi les institutions spécialisées à être capable de conduire ses affaires sans différences d'opinions provenant essentiellement de divergences de vues politiques. Le travail de l'Organisation mondiale de la Santé s'est précisément distingué par une coopération entière de la part de l'URSS et des Etats de l'Europe orientale.

L'Organisation mondiale de la Santé est la plus récente des institutions spécialisées des Nations Unies à avoir été investie de l'existence légale. Jusqu'à cette première assemblée mondiale de la Santé, cette organisation avait fonctionné en tant que Commission intérimaire et avait été financée par les Nations Unies. Il est résulté des décisions prises à Genève pendant le mois dernier que l'Organisation mondiale de la Santé sera maintenant dotée d'un budget défini auquel les Etats Membres, actuellement au nombre de 69, contribueront proportionnellement à leurs ressources. Le budget pour la première année d'activité a été établi à cinq millions de dollars, la part du Canada étant approximativement de \$200,000.

Programme

A la session récemment terminée à Genève un programme a été adopté qui fait suite aux décisions et à la politique élaborée dans les réunions précédentes de la Commission intérimaire. A cette première session de l'Organisation mondiale de la Santé ont été exprimées des différences d'opinions sur la manière la plus efficace de faire fonctionner l'organisation. Certains représentants des 69 Etats présents ont maintenu que l'Organisation mondiale de la Santé devait exister surtout pour aider les contrées arriérées à se créer des services sanitaires comparables à ceux des pays plus avancés. D'autres Etats, particulièrement le Royaume-Uni, jugèrent qu'il était de grande importance que les pays avancés bénéficient également de l'oeuvre de l'organisation. En conséquence un programme de moyen terme a été tracé qui prévoit des mesures contre les fléaux et les pestes encore endémiques dans plusieurs parties du monde, mais en même temps une portion généreuse du budget sera consacrée à l'administration de la santé publique, à la protection de la maternité et de l'enfance, à la standardisation médicale et à celle des produits pharmaceutiques, au contrôle de certaines maladies, telle la tuberculose, qui ne sont confinées à aucune région particulière du monde.